

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Note	2025	2024	2025	2024
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 785	1 740	3 685	3 625
Charges d'exploitation	5	(1 124)	(1 090)	(2 232)	(2 171)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(28)	(29)	(55)	(57)
Dotation aux amortissements des logiciels		(178)	(154)	(352)	(307)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(24)	(23)	(49)	(48)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	5	(29)	2	(70)
Bénéfice d'exploitation		436	415	999	972
Charges financières, montant net					
Charge d'intérêts, montant net	7	(35)	(36)	(65)	(76)
Autres (charges) produits financiers	7	(48)	2	(58)	24
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		353	381	876	920
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(4)	61	(10)	53
(Charge) produit d'impôt	9	(52)	402	(144)	335
Bénéfice lié aux activités poursuivies		297	844	722	1 308
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		16	(3)	25	11
Bénéfice net		313	841	747	1 319
Bénéfice (perte) attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		313	841	747	1 322
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	(3)
Résultat par action	10				
Résultat de base par action					
Lié aux activités poursuivies		0,66 \$	1,87 \$	1,60 \$	2,90 \$
Lié aux activités abandonnées		0,03	(0,01)	0,05	0,02
Résultat de base par action		0,69 \$	1,86 \$	1,65 \$	2,92 \$
Résultat dilué par action					
Lié aux activités poursuivies		0,66 \$	1,87 \$	1,60 \$	2,89 \$
Lié aux activités abandonnées		0,03	(0,01)	0,05	0,03
Résultat dilué par action		0,69 \$	1,86 \$	1,65 \$	2,92 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Note	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		30 juin		30 juin	
		2025	2024	2025	2024
Bénéfice net		313	841	747	1 319
Autres éléments du résultat global					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	(27)	12	(24)	42
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		25	(12)	20	(33)
Produit d'impôt lié à la partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		-	-	1	-
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		200	(16)	302	(87)
		198	(16)	299	(78)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	11	3	8	(3)	9
(Charge) produit d'impôt lié à l'ajustement de juste valeur des actifs financiers		-	(2)	1	(2)
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		30	(5)	38	12
Charge d'impôt liée à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(7)	(2)	(9)	(6)
		26	(1)	27	13
Autres éléments du résultat global		224	(17)	326	(65)
Résultat global		537	824	1 073	1 254
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		521	827	1 048	1 251
Activités abandonnées		16	(3)	25	11
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	(8)
Résultat global		537	824	1 073	1 254

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)		2025	2024
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	664	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 088	1 087
Autres actifs financiers	11	63	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants		441	400
Actifs courants		2 256	3 490
Immobilisations corporelles, montant net		375	386
Logiciels, montant net		1 636	1 453
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 134	3 134
Goodwill		7 835	7 262
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	284	269
Autres actifs financiers	11	454	442
Autres actifs non courants	12	625	625
Actifs d'impôt différé		1 367	1 376
Total de l'actif		17 966	18 437
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dettes courantes	11	499	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	13	892	1 091
Passifs d'impôt exigible		187	197
Produits différés		1 164	1 062
Autres passifs financiers	11	112	113
Passifs courants		2 854	3 436
Dettes à long terme	11	1 342	1 847
Provisions et autres passifs non courants	14	643	675
Autres passifs financiers	11	212	232
Passifs d'impôt différé		299	241
Total du passif		5 350	6 431
Capitaux propres			
Capital-actions	15	3 578	3 498
Résultats non distribués		9 933	9 699
Cumul des autres éléments du résultat global		(895)	(1 191)
Total des capitaux propres		12 616	12 006
Total du passif et des capitaux propres		17 966	18 437
Éventualités (note 18)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	Note	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice lié aux activités poursuivies		297	844	722	1 308
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		28	29	55	57
Dotation aux amortissements des logiciels		178	154	352	307
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		24	23	49	48
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	4	(61)	10	(53)
Impôt différé		(1)	(545)	18	(695)
Autres	16	105	73	169	121
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	16	107	189	(186)	46
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		742	706	1 189	1 139
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		4	(1)	2	(2)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		746	705	1 191	1 137
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	17	(24)	(19)	(630)	(467)
Produit des (paiements sur) cessions d'entreprises et de placements		5	-	5	(4)
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	-	610	-	1 854
Dépenses d'investissement		(163)	(152)	(314)	(297)
Autres activités d'investissement		-	6	1	6
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG et les cessions d'entreprises		-	(121)	-	(137)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(182)	324	(938)	955
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursements sur la dette		(999)	-	(999)	(48)
Remboursements aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	11	-	(703)	-	(139)
Paiements au titre du capital des contrats de location		(16)	(16)	(33)	(31)
Rachats d'actions ordinaires	15	-	(287)	-	(639)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(2)	(2)	(3)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	15	(260)	(235)	(519)	(472)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	17	-	(4)	-	(384)
Autres activités de financement		1	2	(10)	1
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(1 275)	(1 245)	(1 563)	(1 715)
Écarts de conversion		4	(3)	6	(5)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(707)	(219)	(1 304)	372
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		1 371	1 889	1 968	1 298
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		664	1 670	664	1 670
Se reporter à la note 16 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette	7	(54)	(59)	(72)	(84)
Intérêts reçus	7	13	17	32	30
Impôt sur le résultat payé	16	(42)	(170)	(150)	(283)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	2 067	1 431	3 498	9 699	19	(1 210)	(1 191)	12 006	-	12 006
Bénéfice net	-	-	-	747	-	-	-	747	-	747
Autres éléments du résultat global	-	-	-	29	(5)	302	297	326	-	326
Résultat global	-	-	-	776	(5)	302	297	1 073	-	1 073
Virement du profit à la cession de participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence aux résultats non distribués	-	-	-	1	(1)	-	(1)	-	-	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(536)	-	-	-	(536)	-	(536)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	17	-	17	-	-	-	-	17	-	17
Régimes de rémunération fondée sur des actions	94	(31)	63	(5)	-	-	-	58	-	58
Solde au 30 juin 2025	2 178	1 400	3 578	9 933	13	(908)	(895)	12 616	-	12 616

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle (voir la note 17)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 901	1 504	3 405	8 680	21	(1 042)	(1 021)	11 064	-	11 064
Bénéfice net	-	-	-	1 322	-	-	-	1 322	(3)	1 319
Autres éléments du résultat global	-	-	-	6	16	(82)	(66)	(60)	(5)	(65)
Résultat global	-	-	-	1 328	16	(82)	(66)	1 262	(8)	1 254
Participations ne donnant pas le contrôle à l'acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	388	388
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(4)	-	-	-	(4)	(380)	(384)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(3)	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(487)	-	-	-	(487)	-	(487)
Actions émises aux termes du RRD	15	-	15	-	-	-	-	15	-	15
Rachats d'actions ordinaires (voir la note 15)	(18)	-	(18)	(234)	-	-	-	(252)	-	(252)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	108	(87)	21	-	-	-	-	21	-	21
Solde au 30 juin 2024	2 006	1 417	3 423	9 280	37	(1 124)	(1 087)	11 616	-	11 616

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non auditées)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et au Nasdaq Global Select Market (« Nasdaq ») aux États-Unis, sous le symbole « TRI », et les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX.

Dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de l'audit, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 5 août 2025.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, sauf pour ce qui est décrit ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique incertain, reflétant le risque géopolitique continu, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et du contexte inflationniste, entre autres facteurs. Bien que la société suive de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon significative dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui sont présentés dans le rapport annuel 2024 de la société.

Dans les présents états financiers, les symboles « \$ », « \$ CA », « £ » et « SEK » désignent respectivement le dollar américain, le dollar canadien, la livre sterling et la couronne suédoise.

Changements touchant les méthodes comptables

IAS 21 Effet des variations des cours des monnaies étrangères

En août 2023, l'IASB a publié des modifications d'IAS 21, qui fournissent des indications sur la manière de déterminer un taux de change pour convertir des transactions libellées et des états financiers présentés dans une monnaie qui ne peut être convertie en d'autres monnaies. Ces modifications sont entrées en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2025 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers de la société.

Récentes prises de position comptables

IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir et modifications connexes d'IAS 7 Tableau des flux de trésorerie

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 et des modifications d'IAS 7. IFRS 18 remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers*. Tant IFRS 18 que les modifications d'IAS 7 s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027.

IFRS 18 modifiera la présentation des états financiers de la société et ajoutera de nouvelles obligations d'information à fournir. Plus précisément, la nouvelle norme exige ce qui suit :

- L'état consolidé du résultat net devra être structuré en fonction des catégories exploitation, investissement et financement, et inclure des totaux partiels additionnels correspondant au résultat d'exploitation et au résultat avant financement et impôt sur le résultat;
- Les mesures de performance définies par la direction, qui représentent certaines des mesures non conformes aux IFRS de la société, devront être identifiées et définies, et une explication de leur utilité devra être fournie. Chaque mesure de performance définie par la direction devra faire l'objet d'un rapprochement avec le total partiel correspondant à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Toutes les informations fournies au sujet des mesures de performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés;
- Des indications plus exhaustives concernant le regroupement ou la ventilation de l'information financière liée aux montants présentés dans les états financiers devront être appliquées.

Les modifications d'IAS 7 ont été publiées afin d'assurer la conformité de la présentation du tableau des flux de trésorerie préparé selon la méthode indirecte aux modifications devant être apportées à l'état du résultat net aux termes d'IFRS 18.

IFRS 18 et les modifications d'IAS 7 portent sur les informations à fournir et n'auront aucune incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société. La société évalue actuellement l'incidence de ces positions comptables sur ses informations à fournir.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 – Modifications du classement et de l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications prévoient :

- un choix permettant la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés par le biais d'un système de paiement électronique avant la date de règlement réelle, si certaines conditions sont remplies;
- des informations supplémentaires à fournir sur a) les placements dans des instruments de capitaux propres et b) les passifs financiers qui présentent des caractéristiques non liées au risque qui se rattache à un prêt de base, comme l'atteinte de cibles de développement durable, qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie de ces passifs.

Les modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers et les informations à fournir.

Les autres prises de position de l'IASB et de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ne s'appliquent pas à la société ou n'ont aucune incidence pour elle.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux ci-après présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3) :

Produits des activités ordinaires, par type (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
	Trimestres clos les 30 juin													
Récurrents	689	702	413	382	190	179	176	164	-	-	(5)	(7)	1 463	1 420
Transactions	20	25	59	60	87	71	42	41	-	-	-	-	208	197
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	114	123	-	-	114	123
Total	709	727	472	442	277	250	218	205	114	123	(5)	(7)	1 785	1 740

Produits des activités ordinaires, par type (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
	Semestres clos les 30 juin													
Récurrents	1 364	1 400	813	752	397	378	351	328	-	-	(11)	(12)	2 914	2 846
Transactions	38	48	200	197	240	200	63	87	-	-	-	-	541	532
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	230	247	-	-	230	247
Total	1 402	1 448	1 013	949	637	578	414	415	230	247	(11)	(12)	3 685	3 625

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique ¹⁾ (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 juin	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
États-Unis	552	585	359	338	204	185	61	50	90	96	(5)	(7)	1 261	1 247
Canada	29	26	4	3	13	12	1	2	8	10	-	-	55	53
Autres	8	8	23	23	44	39	3	2	3	3	-	-	81	75
Amériques	589	619	386	364	261	236	65	54	101	109	(5)	(7)	1 397	1 375
Royaume-Uni	74	67	38	37	9	7	107	107	8	7	-	-	236	225
Autres	13	11	35	28	1	2	34	31	1	2	-	-	84	74
EMOA	87	78	73	65	10	9	141	138	9	9	-	-	320	299
Asie-Pacifique	33	30	13	13	6	5	12	13	4	5	-	-	68	66
Total	709	727	472	442	277	250	218	205	114	123	(5)	(7)	1 785	1 740

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique ¹⁾ (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Semestres clos les 30 juin	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
États-Unis	1 098	1 171	774	729	499	450	102	112	182	191	(11)	(12)	2 644	2 641
Canada	56	49	9	8	25	25	2	3	15	20	-	-	107	105
Autres	16	15	46	49	85	77	5	4	6	6	-	-	158	151
Amériques	1 170	1 235	829	786	609	552	109	119	203	217	(11)	(12)	2 909	2 897
Royaume-Uni	146	133	76	71	15	14	217	212	16	16	-	-	470	446
Autres	24	21	76	63	3	3	63	59	2	3	-	-	168	149
EMOA	170	154	152	134	18	17	280	271	18	19	-	-	638	595
Asie-Pacifique	62	59	32	29	10	9	25	25	9	11	-	-	138	133
Total	1 402	1 448	1 013	949	637	578	414	415	230	247	(11)	(12)	3 685	3 625

1) Les produits des activités ordinaires par emplacement géographique sont répartis en fonction de l'emplacement du client. Les produits découlant de l'entente conclue entre Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse du London Stock Exchange Group (« LSEG »), le plus grand client de la société, sont inclus en totalité dans le poste du Royaume-Uni. Le Canada est le pays de résidence de la société. Les Amériques comprennent l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Amérique du Sud, et l'EMOA comprend l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Ce secteur propose aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales des outils de recherche et des produits de gestion des travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des produits axés sur le contenu, propulsés par des technologies de pointe de la société, notamment l'IA générative, ainsi que des solutions intégrées de conformité des processus conçues pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux cabinets de services de fiscalité, d'audit et de comptabilité (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News

Ce secteur fournit des services de nouvelles et des données économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux cabinets de services financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier et fournit des services d'impression commerciale à une grande variété d'éditeurs de livres.

L'information sectorielle et les rapprochements avec les données de l'état consolidé du résultat net sont présentés ci-dessous :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	709	727	1 402	1 448
Grandes sociétés	472	442	1 013	949
Fiscalité et comptabilité	277	250	637	578
Reuters News	218	205	414	415
Publications mondiales	114	123	230	247
Éliminations/arrondissement	(5)	(7)	(11)	(12)
Produits des activités ordinaires	1 785	1 740	3 685	3 625
BALIA ajusté				
Professionnels du droit	339	327	675	669
Grandes sociétés	169	163	382	356
Fiscalité et comptabilité	113	91	323	272
Reuters News	45	51	84	111
Publications mondiales	41	43	85	90
Total du BALIA ajusté des secteurs à présenter	707	675	1 549	1 498
Charges liées au siège social	(29)	(29)	(62)	(46)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(17)	4	(34)	2
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(28)	(29)	(55)	(57)
Dotation aux amortissements des logiciels	(178)	(154)	(352)	(307)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(24)	(23)	(49)	(48)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	5	(29)	2	(70)
Bénéfice d'exploitation	436	415	999	972
Charge d'intérêts, montant net	(35)	(36)	(65)	(76)
Autres (charges) produits financiers	(48)	2	(58)	24
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4)	61	(10)	53
(Charge) produit d'impôt	(52)	402	(144)	335
Bénéfice lié aux activités poursuivies	297	844	722	1 308

1) Comprennent des montants de 10 M\$ (2 M\$ en 2024) et de 20 M\$ (6 M\$ en 2024) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, respectivement, au titre des produits différés acquis.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, les produits de Reuters News comprenaient des montants respectifs de 5 M\$ (7 M\$ en 2024) et de 11 M\$ (12 M\$ en 2024) se rapportant principalement aux services liés au contenu fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Les mesures de la rentabilité sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BALIA ajusté sectoriel

- Le BALIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits ou pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.

Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, aux activités commerciales, au marketing et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur. Les charges liées au siège social, qui comprennent les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines, ne sont pas attribuées aux secteurs.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, les produits des activités ordinaires de la société d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau qui suit présente les composantes des charges d'exploitation :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Salaires, commissions et indemnités	593	601	1 166	1 171
Paiements fondés sur des actions	29	23	57	42
Avantages postérieurs à l'emploi	36	31	68	62
Total des frais de personnel	658	655	1 291	1 275
Biens et services ¹⁾	370	353	740	726
Contenu	68	69	146	140
Télécommunications	12	10	23	19
Installations	9	9	18	19
Ajustements de juste valeur ²⁾	7	(6)	14	(8)
Total des charges d'exploitation	1 124	1 090	2 232	2 171

1) Comprennent les charges liées à la technologie, les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils, le coût de la sous-traitance, les frais de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et les pertes sur les soldes intragroupe attribuables aux variations des taux de change survenant dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'est établi à 5 M\$ et à 2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, respectivement, et a été négligeable.

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'était établi à (29) M\$ et à (70) M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, respectivement. Les résultats des deux périodes tiennent compte de la perte de valeur d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, qui reflète une baisse de la valeur de l'avoir immobilier commercial de la société. Le semestre clos le 30 juin 2024 comprenait également des coûts de transaction liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à la provision liée aux questions juridiques.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers, comme l'indique le tableau qui suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charge d'intérêts				
Dette	28	36	58	76
Autres, montant net	8	7	14	9
(Profits) pertes sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	(28)	12	(27)	39
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	28	(12)	27	(39)
Charge d'intérêts, montant net - dette et autres	36	43	72	85
Charge d'intérêts, montant net - contrats de location	4	4	7	7
Charge d'intérêts, montant net - régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	6	6	13	12
Produit d'intérêts	(11)	(17)	(27)	(28)
Charge d'intérêts, montant net	35	36	65	76

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Pertes (profits) nets attribuables aux variations des cours de change	50	(5)	56	(31)
Autres	(2)	3	2	7
Autres charges (produits) financiers	48	(2)	58	(24)

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des taux de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à l'état consolidé de la situation financière s'établissaient à 284 M\$ et à 269 M\$ au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement. La quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt revenant à la société des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence présentée à l'état consolidé du résultat net s'est établie à (4) M\$ (61 M\$ en 2024) et à (10) M\$ (53 M\$ en 2024), respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, respectivement.

En mai 2024, la société a vendu le reste de ses actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »), qui, depuis la date de la vente de ces actions, n'est plus une entreprise associée significative pour la société. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a vendu 5,9 millions d'actions de LSEG et en a tiré un produit de 610 M\$, déduction faite d'un paiement de 33 M\$ pour régler ses contrats de change restants (se reporter à la note 11). Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, la société a vendu 16,0 millions d'actions de LSEG et en a tiré un produit de 1 854 M\$, déduction faite d'un paiement de 24 M\$ reçu au titre du règlement de contrats de change. Le total du produit, y compris les montants liés au règlement des contrats de change, a été comptabilisé dans les activités d'investissement au tableau consolidé des flux de trésorerie.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, la quote-part de la société du bénéfice (de la perte) après impôt de sa participation dans YPL se composait de ce qui suit :

	Trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin
(en millions de dollars américains)	2024	2024
Diminution du cours de l'action de LSEG	(36)	(86)
Profits (pertes) de change sur les actions de LSEG	3	(3)
Dividendes	6	6
Profit sur options d'achat	-	22
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	95	129
YPL - Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	68	68

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024.

	Trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin
(en millions de dollars américains)	2024	2024
Valeur de marché des actions de LSEG	(136)	(394)
Dividendes	32	32
Profit sur options d'achat	18	92
Perte nette	(86)	(270)
Résultat global	(86)	(270)

Note 9 : Imposition

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, respectivement, la charge d'impôt s'est élevée à 52 M\$ et à 144 M\$. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, respectivement, le produit d'impôt s'est élevé à 402 M\$ et à 335 M\$, en raison d'un montant de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à des lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire la capacité de la société à déduire la charge d'intérêts de ses revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que la société s'attend maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, qu'elle n'avait pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En outre, en janvier 2024, la société a commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et en vigueur dans les principaux territoires où la société exerce ses activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, le modèle de règles du Pilier 2 applique un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, la société a comptabilisé une charge d'impôt complémentaire de 1 M\$ (5 M\$ en 2024) et de 3 M\$ (7 M\$ en 2024), respectivement, attribuable aux bénéfices réalisés en Suisse.

La charge ou le produit d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Le 4 juillet 2025, les États-Unis ont promulgué une réforme fiscale dans le cadre de la loi *One Big Beautiful Bill Act* (« OBBBA »). L'OBBBA maintient le taux d'imposition des sociétés aux États-Unis à 21 %. De plus, l'OBBBA proroge ou révisé les principales dispositions de la loi *Tax Cuts and Jobs Act* promulguée en 2017, qui devaient expirer ou être modifiées à la fin de 2025.

Selon l'interprétation préliminaire qu'a fait la société de l'OBBBA, les réformes fiscales introduites ne devraient pas avoir d'incidence importante sur ses états financiers consolidés. Toutefois, compte tenu de la complexité des lois fiscales, des règlements connexes et des interprétations en évolution, les estimations de la société pourraient devoir être révisées à mesure que de nouvelles informations sont connues concernant l'application des dispositions de l'OBBBA.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	313	841	747	1 322
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(2)	(2)	(3)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action	312	839	745	1 319
Moins (le bénéfice) la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(16)	3	(25)	(11)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	296	842	720	1 308

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2025	2024	2025	2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	450 543 811	450 225 673	450 349 667	451 105 234
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	130 015	138 688	131 439	139 131
Résultat de base	450 673 826	450 364 361	450 481 106	451 244 365
Incidence des options sur actions et des UANRT	531 006	547 152	544 701	642 293
Résultat dilué	451 204 832	450 911 513	451 025 807	451 886 658

Note 11 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Les tableaux ci-après détaillent les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière :

30 juin 2025 (en millions de dollars américains)	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	292	372	-	-	664
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 088	-	-	-	1 088
Autres actifs financiers courants	5	58	-	-	63
Autres actifs financiers non courants	10	326	118	-	454
Dette courante	(499)	-	-	-	(499)
Dettes fournisseurs (note 13)	(135)	-	-	-	(135)
Charges à payer (note 13)	(636)	-	-	-	(636)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(86)	(26)	-	-	(112)
Dette à long terme	(1 342)	-	-	-	(1 342)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(199)	(13)	-	-	(212)
Total	(1 502)	717	118	-	(667)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	873	1 095	-	-	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 087	-	-	-	1 087
Autres actifs financiers courants	7	28	-	-	35
Autres actifs financiers non courants	11	332	99	-	442
Dette courante	(973)	-	-	-	(973)
Dettes fournisseurs (note 13)	(176)	-	-	-	(176)
Charges à payer (note 13)	(799)	-	-	-	(799)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(75)	(17)	-	(21)	(113)
Dette à long terme	(1 847)	-	-	-	(1 847)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(198)	(34)	-	-	(232)
Total	(2 090)	1 404	99	(21)	(608)

1) Comprennent des obligations locatives de 62 M\$ (58 M\$ en 2024).

2) Comprennent des obligations locatives de 190 M\$ (198 M\$ en 2024).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes de 123 M\$ et de 115 M\$ au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement, étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024.

Facilité de crédit

La société a une entente de facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux de financement à un jour garanti (Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR ») à terme, du taux interbancaire offert en euros (l'« EURIBOR ») ou du taux Simple Sterling Overnight Index Average (« SONIA »), majoré de 91 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établi le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, elle pourrait choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour chacun des trois trimestres suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2025, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,4 pour 1.

Contrats de change

La société a auparavant conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son ancienne participation indirecte dans LSEG, qui était libellée en livres sterling. Ces instruments n'étaient pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. En mai 2024, la société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter à la note 8). La société n'avait aucun contrat de change en cours au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 300 M£ (349 M\$) pour des paiements nets de 33 M\$ dans le cadre de la vente de 5,9 millions d'actions de LSEG. Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 1,2 G£ (1,6 G\$) pour un produit net de 24 M\$ dans le cadre de la vente de 16,0 millions d'actions de LSEG.

Les contrats de change étaient comptabilisés à leur juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, et les variations de leur juste valeur, dans l'état consolidé du résultat net. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, une perte de 3 M\$ et de 2 M\$, respectivement, a été inscrite au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net relativement à ces contrats de change par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes d'exploitation et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes*Valeur comptable*

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Échange de dette

En mars 2025, la société a réalisé les offres d'échange de dette annoncées en février 2025. L'objectif de cet échange était d'optimiser la structure du capital de la société et d'aligner la génération de produits des activités ordinaires sur la dette. Les détenteurs de billets libellés en dollars américains initialement émis par Thomson Reuters Corporation (« TRC ») (les « anciens billets ») se sont vu offrir la possibilité de recevoir des billets émis par TR Finance LLC (« TR Finance »), une filiale américaine en propriété exclusive indirecte de TRC (les « nouveaux billets »). Les résultats de cet échange se détaillent comme suit :

Série de billets (en millions de dollars américains)	Montant en capital des nouveaux billets émis par TR Finance	Montant en capital restant des anciens billets émis par TRC	Montant en capital des billets en circulation
Billets à 3,35 % échéant en 2026	441	59	500
Billets à 5,85 % échéant en 2040	453	47	500
Billets à 4,50 % échéant en 2043	84	35	119
Billets à 5,65 % échéant en 2043	337	13	350
Déventures à 5,50 % échéant en 2035	373	27	400
Total	1 688	181	1 869

Les nouveaux billets émis par TR Finance sont assortis des mêmes taux d'intérêt, dates de versement des intérêts et dates d'échéance que ceux des séries correspondantes d'anciens billets. Les nouveaux billets sont intégralement et inconditionnellement garantis en ce qui a trait au remboursement du capital et au versement d'intérêts par TRC ainsi que par West Publishing Corporation, Thomson Reuters Applications Inc. et Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui sont toutes des filiales américaines en propriété exclusive indirecte de TRC. Les trois filiales américaines garantes garantissent également les anciens billets restants de TRC de la même manière que TRC ainsi que les billets de TR Finance.

L'échange ne constituait pas une extinction de la dette. Par conséquent, cette transaction n'a pas donné lieu à la décomptabilisation de la dette existante. Au cours du semestre clos le 30 juin 2025, la société a versé un montant de 4 M\$ au titre de frais liés à la sollicitation des détenteurs de billets qui ont participé aux offres d'échange. Ce montant est pris en compte au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net. Par ailleurs, des coûts de transaction de 8 M\$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements en trésorerie des coûts et frais liés à l'échange sont comptabilisés au poste « Autres activités de financement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

Les tableaux qui suivent résument la dette et les instruments dérivés liés de la société qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette :

30 juin 2025 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instruments dérivés	Dette primaire	Instruments dérivés
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	494	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	491	-	503	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043	116	-	93	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	340	-	337	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	396	-
Total	1 841	-	1 823	-
Partie courante	499	-		
Partie non courante	1 342	-		

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instruments dérivés	Dette primaire	Instruments dérivés
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	973	21	968	21
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	491	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	493	-	507	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043	116	-	94	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	338	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	397	-	401	-
Total	2 820	21	2 799	21
Partie courante	973	21		
Partie non courante	1 847	-		

Remboursement de la dette

En mai 2025, la société a remboursé ses billets à 2,239 % de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à même la trésorerie disponible à leur échéance et a réglé les instruments dérivés liés qui couvrent les flux de trésorerie correspondants.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux ci-après indiquent les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière :

30 juin 2025 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	372	-	372
Autres créances ¹⁾	-	-	384	384
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	372	384	756
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	-	-	118	118
Total des actifs	-	372	502	874
Passifs				
Contrepartie éventuelle ³⁾	-	-	(39)	(39)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(39)	(39)
Total des passifs	-	-	(39)	(39)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	1 095	-	1 095
Autres créances ¹⁾	-	-	360	360
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 095	360	1 455
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	1	-	98	99
Total des actifs	1	1 095	458	1 554
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	(21)	-	(21)
Contrepartie éventuelle ³⁾	-	-	(51)	(51)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(21)	(51)	(72)
Total des passifs	-	(21)	(51)	(72)

1) Créances aux termes d'une entente d'indemnisation et créances éventuelles (se reporter à la section ci-après).

2) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

3) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu par contrat au moment de l'acquisition, et à l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

Au 30 juin 2025, les autres créances du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs comprennent des créances de 294 M\$ (272 M\$ en 2024) à recevoir aux termes d'une entente d'indemnisation et des créances éventuelles de 90 M\$ (88 M\$ en 2024) liées à la vente de notre entreprise FindLaw en décembre 2024, dont la juste valeur est soumise à l'atteinte de certains jalons de rendement jusqu'en juin 2026. L'augmentation des créances entre le 31 décembre 2024 et le 30 juin 2025 découle principalement des profits liés à la juste valeur associés à l'entente d'indemnisation en raison des profits de change nets et de la variation des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties à l'entente d'indemnisation, qui sont pris en compte au poste « Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt » de l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour le semestre clos le 30 juin 2025.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- La juste valeur des placements reflète essentiellement des cours liés aux rondes de financement.
- La juste valeur des créances aux termes de l'entente d'indemnisation tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution.
- La juste valeur des créances éventuelles liées à la vente de FindLaw est fondée sur une analyse des flux de trésorerie actualisés.
- La juste valeur de la composante passif de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs ou sur l'atteinte de certains jalons commerciaux.
- Au 31 décembre 2024, la juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises correspondait à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.

Note 12 : Autres actifs non courants

Les composantes des autres actifs non courants comprennent ce qui suit :

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	376	370
Commissions différées	90	98
Excédents nets des régimes à prestations définies	45	40
Autres actifs non courants ¹⁾	114	117
Total des autres actifs non courants	625	625

1) Comprennent un impôt à recevoir de HM Revenue & Customs (« HMRC ») de 98 M\$ et de 89 M\$ au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement (se reporter à la note 18).

Note 13 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

Les composantes des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions comprennent ce qui suit :

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Dettes fournisseurs	135	176
Charges à payer	636	799
Provisions	62	63
Autres passifs courants	59	53
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	892	1 091

Note 14 : Provisions et autres passifs non courants

Les composantes des provisions et autres passifs non courants comprennent ce qui suit :

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	500	523
Rémunération et intéressement du personnel différés	73	75
Provisions	66	62
Autres passifs non courants	4	15
Total des provisions et autres passifs non courants	643	675

Note 15 : Capital-actions**Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)**

La société rachète occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Le 1^{er} novembre 2023, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre de rachat renouvelée, qui a pris fin en mai 2024.

Il n'y a eu aucun rachat d'actions au cours du semestre clos le 30 juin 2025. Le tableau qui suit détaille des rachats d'actions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 :

	Trimestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2024
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	287	639
Nombre d'actions rachetées (en millions)	1,8	4,1
Rachats d'actions - prix moyen par action	161,32 \$	156,92 \$

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes.

Le tableau qui suit fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes versés sur les actions ordinaires :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2025	2024	2025	2024
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,595 \$	0,54 \$	1,19 \$	1,08 \$
Dividendes déclarés	269	243	536	487
Dividendes réinvestis	(9)	(8)	(17)	(15)
Dividendes versés	260	235	519	472

Note 16 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	44	36	85	70
Pertes (profits) nets de change et sur instruments financiers dérivés	49	(2)	58	(25)
Ajustements de juste valeur (note 5)	7	(6)	14	(8)
Autres	5	45	12	84
	105	73	169	121

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Créances clients et autres créances d'exploitation	(25)	(57)	27	44
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(1)	(14)	16	(11)
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	6	87	(239)	(187)
Produits différés	127	96	61	20
Impôt sur le résultat ¹⁾	11	94	(24)	214
Autres	(11)	(17)	(27)	(34)
	107	189	(186)	46

1) Les montants du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt payé :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Activités d'exploitation - activités poursuivies	(42)	(49)	(150)	(146)
Activités d'investissement - activités poursuivies	-	(121)	-	(137)
Total de l'impôt payé	(42)	(170)	(150)	(283)

Note 17 : Acquisitions

Les acquisitions se composent de l'achat d'une participation donnant ou ne donnant pas le contrôle dans une entreprise. Les acquisitions comprennent également les acquisitions d'actifs liées à l'achat d'autres immobilisations incorporelles identifiables. Les acquisitions de participations donnant le contrôle sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition.

En 2024, la société a fait l'acquisition, par étapes, de Pagero, ce qui a donné lieu à la présentation de la contrepartie dans les parties portant sur les activités d'investissement et de financement du tableau consolidé des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Pagero » pour de plus amples informations à ce sujet.

Activités d'acquisition

Le tableau qui suit présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie connexe pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024 :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
Nombre de transactions	2025	2024	2025	2024
Entreprises acquises	-	-	1	2
Participations dans des entreprises	5	2	7	4
Acquisitions d'actifs	-	1	-	1
	5	3	8	7

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
Contrepartie totale	2025	2024	2025	2024
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	-	-	585	438
Participations dans des entreprises	18	3	28	9
Acquisitions d'actifs	-	15	-	15
Paiements au titre des contreparties différées et éventuelles	6	1	17	5
	24	19	630	467

Le tableau qui suit donne une brève description des acquisitions les plus importantes réalisées au cours des semestres clos les 30 juin 2025 et 2024 :

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Janvier 2025	cPaperless, LLC (« SafeSend »)	Fiscalité et comptabilité	Fournisseur américain de technologie infonuagique native pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. SafeSend automatise les dernières étapes de la production de déclarations fiscales, y compris l'assemblage, la révision, la signature électronique du contribuable et l'expédition.
Janvier 2024	Pagero Group AB (publ) (« Pagero »)	Grandes sociétés	Entreprise qui est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, qu'elle fournit par l'entremise de son réseau Smart Business Network.
Janvier 2024	World Business Media Limited (« The Insurer »)	Reuters News	Fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités.

Les actifs nets acquis, y compris les ajustements du prix d'acquisition, se détaillent comme suit :

(en millions de dollars américains)	Semestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin
	2025			2024
	SafeSend	Pagero	Autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	10	2	12
Créances clients	11	21	3	24
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	6	1	7
Actifs courants	27	37	6	43
Immobilisations corporelles	1	8	-	8
Logiciels	225	255	-	255
Autres immobilisations incorporelles identifiables	38	30	18	48
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	45	-	45
Autres actifs non courants	1	4	-	4
Total de l'actif	292	379	24	403
Dettes d'exploitation et charges à payer	(4)	(39)	(1)	(40)
Passif d'impôt exigible	-	(1)	(1)	(2)
Produits différés	(16)	(17)	(5)	(22)
Autres passifs financiers	-	(2)	(6)	(8)
Passifs courants	(20)	(59)	(13)	(72)
Dettes à long terme	-	(48)	-	(48)
Provisions et autres passifs non courants	-	(1)	-	(1)
Autres passifs financiers	(1)	(14)	(11)	(25)
Impôt différé	(56)	(33)	(5)	(38)
Total du passif	(77)	(155)	(29)	(184)
Actifs nets acquis	215	224	(5)	219
Goodwill	384	573	46	619
Total	599	797	41	838
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	585	399	39	438
Participations ne donnant pas le contrôle	-	388	-	388

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées au cours des semestres clos les 30 juin 2025 et 2024 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives. La répartition du prix de l'acquisition de Pagero a été achevée au 31 décembre 2024. Par conséquent, le montant des actifs nets acquis au 30 juin 2024 a été révisé pour refléter les ajustements finaux du prix d'acquisition, ce qui tient compte des logiciels, des autres immobilisations incorporelles identifiables, du goodwill, des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que d'autres actifs.

Pagero

En janvier 2024, la société a fait l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Pagero dans le cadre d'une offre publique de rachat. Par la suite, la société a acheté la participation restante auprès d'actionnaires ne détenant pas le contrôle afin de porter à 100 % sa participation dans Pagero.

La participation ne donnant pas le contrôle a été évaluée à la juste valeur, selon le prix de rachat de 50 SEK par action, à la date de l'acquisition et comptabilisée dans les capitaux propres. Après la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée en fonction de sa quote-part des variations des capitaux propres. Après que la société a obtenu le contrôle de Pagero, les rachats des actions restantes effectués auprès des détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle ont réduit les capitaux propres et ont été présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 18 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, et les questions liées à la diffamation et à la violation de la propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société n'estime pas que ces filiales actuelles et ces anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Étant donné que la société croit que sa position est appuyée par la loi, elle entend défendre vigoureusement sa position et continuera de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

La société ne pense pas que la résolution de ces questions aura une incidence défavorable significative sur sa situation financière dans son ensemble. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, elle a comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers.

Garanties

La société détient une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de ses filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En mai 2025, 3XSQ Associates a prorogé de deux ans l'échéance de sa facilité d'emprunt d'une durée de trois ans, la faisant passer de juin 2025 à juin 2027, et a réduit à 385 M\$ le montant de la facilité qui était initialement de 415 M\$. La facilité avait été obtenue en 2022 afin de refinancer la dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2025, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge (et ses filiales), détenait en propriété réelle environ 70 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec 3XSQ Associates

Au cours du semestre clos le 30 juin 2025, la société a versé un montant de 5 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds et versé un apport en nature de 18 M\$ représentant la juste valeur des garanties fournies dans le cadre de la facilité d'emprunt de 385 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la note 18).

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2025. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » figurant à la note 32 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la société, qui sont inclus dans son rapport annuel 2024, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.